



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n° IC-25-023  
imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société REVIVAL  
à ARGENTEUIL**

**Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1985 autorisant la société REVIVAL à exploiter une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et alliages sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL – 127, avenue de Verdun ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-20-106 du 21 décembre 2020 actualisant le tableau de classement et imposant des prescriptions techniques complémentaires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** les dossiers de porter à connaissance du 4 septembre 2023 et du 12 mars 2024 déposés par la société REVIVAL concernant les demandes d'augmentation de la capacité de stockage de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ainsi que la modification des horaires d'exploitation ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 30 août 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** la réponse de l'exploitant du 27 septembre 2024 indiquant n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

**Vu** le rapport du 2 octobre 2024 de l'Inspection des installations classées proposant de donner une suite favorable aux demandes de l'exploitant ;

**Considérant** que les demandes déposées par l’exploitant concernent un site existant déjà autorisé au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l’environnement ;

**Considérant** que les demandes déposées par l’exploitant n’impliquent pas de modification des processus, des produits et des machines utilisés ;

**Considérant** que les modifications souhaitées par la société REVIVAL portent sur :

- l’augmentation de sa capacité de stockage de D3E sous la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées (passage de 410 m³ à 925 m³),
- une modification de ses horaires d’exploitation (demande d’ouverture le samedi de 8h à 12h) ;

**Considérant** qu’au regard des éléments d’appréciation présentés par la société REVIVAL, les modifications présentées sont jugées notables mais non substantielles au sens de l’article R. 181-46.I du Code de l’environnement ;

**Considérant** que l’inspection des installations classées, dans son rapport du 2 octobre 2024 susvisé, propose de donner une suite favorable aux demandes de la société REVIVAL ;

**Considérant** que les modifications apportées nécessitent d’être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** qu’en application des dispositions de l’article R. 181-45 du Code de l’environnement, l’avis du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n’est pas requis ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La société REVIVAL est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé sur le territoire de la commune d’ARGENTEUIL – 127, avenue de Verdun.

Elles complètent celles annexées à l’arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020 susvisé.

**Article 2 :** Le classement des installations classées de la société REVIVAL, sur le territoire d’ARGENTEUIL – 127, avenue de Verdun, est actualisé comme suit :

Rubrique	régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.  1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	40t
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux	1. 1 300 m² de

Rubrique	régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
		non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.  La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	stockage temporaire de métaux et de ferrailles  2. Aires de réception et de tri : 700 m <sup>2</sup>  Surface totale : 2 000 m <sup>2</sup>
2791-2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971.  La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	1 t/j
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	DIB : 295 m <sup>3</sup> Déchets verts : 150 m <sup>3</sup> Volume total : 445 m <sup>3</sup>
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719.  Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	925 m <sup>3</sup>
2710-1b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.  1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	2 t
2710-2b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.  2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	240 m <sup>3</sup>
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Bois (A et B) : 300 m <sup>3</sup> Cartons/papier : 60 m <sup>3</sup> Volume total : 360 m <sup>3</sup>

**Article 3 :** Le dernier alinéa de l'article 1.2.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020 susvisé est annulé et remplacé par l'alinéa suivant, ainsi rédigé :

« L'exploitation des installations est autorisée du lundi au vendredi de 8h00 à 16h30 et le samedi de 8h00 à 12h00. »

**Article 4 :** Dans les six mois qui suivent la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure du niveau de bruit conformément aux dispositions de l'article 7.2.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020 susvisé, la mesure étant réalisée un samedi pendant les horaires d'ouverture du site.

**Article 5 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 6 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions du R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de CERGY-PONTOISE - 2-4 boulevard de l'Hautil - BP 30322 - 95027 CERGY PONTOISE CEDEX :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 7 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) et le maire d'ARGENTEUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **25 FEV. 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

Laetitia CESARI-GIORDANI